

Plan Marshall.

L'Europe occidentale - en plus de la part qui la concerne - sera placée devant la question, si l'URSS refuse de participer au relèvement économique de l'Europe :

en fait, ces deux positions sont : il y a une chance pour que l'Europe occidentale se relève et se reconstruise - mais la division de l'Europe en deux blocs sera consommée, donc l'un continue par les USA si l'autre par l'URSS ; cela ne changera pas grand chose à la situation actuelle. On peut craindre de voir sur la cohésion des blocs occidentaux, qui risquent même d'être par les mêmes moyens économiques rivaux (France, Italie, etc.).

en fait, les pays de l'Europe occidentale, par crainte de l'URSS renouvent à un haut degré les liens qui leur ont été faits par les USA - si l'URSS continue à vouloir à tout prix sa politique de :  
= menace, que le danger que les U.S.A. se retirent ;  
= impérialisme d'Europe.

L'intérêt de la Suisse n'est que le plan Marshall ait une suite, que en sans l'URSS.

Avec l'URSS il y a le risque de sabotage par elle de tout ce qui pourrait être accompli dans le sens du plan Marshall -

Sans l'URSS, elle - si une attitude hostile se crée dans le plan Marshall une menace contre elle.

Il n'y a aucune doute que la solution idéale



serait que l'Europe n'ait se relevée par ses propres  
forces, sans se même sous la dépendance de l'URSS  
ou des U.S.A. Cette solution paraît exclue, parce que  
les pays de l'Europe orientale sont déjà subjugués par  
l'URSS, qui ne relâchera pas son étreinte - si ce  
n'est de l'Europe occidentale, sans l'Allemagne sont  
non faibles, financière et économiquement.

Il ne me paraît guère douteux que le plan Marshall,  
qui constitue une aide économique et dans un certain  
sens humanitaire, a aussi une portée politique,  
si que il contrecarre les plans de l'URSS, dont le  
succès a été à la naissance du chaos actuel  
(non seulement si non l'annexion des Balkans de fait,  
maintien de l'occupation militaire, dont les moyens,  
qui sont destinés à l'URSS se déploieront dans  
plusieurs pays, et y déminer la démocratie et de  
réparer le terrain pour le renforcement de son  
= puissance). Mais même sur cette base les  
choses au sein, se compliquent par les U.S.A. nous  
= suivent une politique égoïste et de répression éco-  
= nomique, que le plan Marshall tend simplement  
à affaiblir et une partie la domination des USA sur  
l'Europe, si et même parti à former autour de  
l'URSS un barrage aussi solide que possible, on  
doit, me semble-t-il arriver à la conclusion que  
cette politique est la seule, qui puisse sauver  
l'Europe si la peur de la signature de l'armistice,  
dans la guerre elle se trouve si victorieux toujours  
davantage. Si on voit l'aide matérielle des USA

un indispensable au développement économique de l'Europe.  
 de l'axe de l'Est, si les U.S.A. se désintéressent de l'Europe.  
 = 1962. on ne voit pas ce qui s'opposerait aux efforts  
 de l'URSS. si ce qui empêcherait que se produise dans  
 ce secteur des pays qui s'en sont passés et ce qui se passe  
 en Hongrie. Roumanie. Pologne. etc. ~~et~~ la Grèce.  
 la Turquie. l'Iran, à ceci se verraient les pays.  
 s'ils n'avaient l'appui, même temporaire, des U.S.A.?  
 même en reconnaissant que il peut y avoir un danger  
 américain d'expansion économique sur l'Europe, ce  
 danger n'est incomparablement moindre que le danger  
 soviétique et surtout le danger mortel attaché à  
 la possibilité de chaos actuel (en réalité il s'agit  
 de un seul et même danger).

Quelle position la Suisse doit-elle prendre à l'égard  
 du plan Marshall? Elle peut:

a/ ne pas réagir spontanément;

b/ déclarer, comme l'on fait d'autres pays, - mais  
 avec les réserves convenables par vue d'absence de neutralité  
 qui elle ne veut à collaborer à la <sup>l'élaboration puis à</sup> réalisation de ce  
 plan. Cette <sup>déclaration</sup> peut être faite soit <sup>directement</sup>  
 soit après que l'URSS ait pris position (elle serait  
 alors subordonnée à l'acceptation par l'URSS de  
 l'initiative qui elle a reçue récemment. Berlin à Bidault.)

La solution vous citée n'est certainement la plus  
 simple à puis. être la plus séduisante, ce n'est pas  
 forcément à l'issue les autres agir si grande les risques.  
 Elle mène au déconvoiement. Il n'est probable que  
 si la proposition Marshall a une suite - que ce sera

L'URSS, la Suisse sous réserve à participer à l'établissement  
 et à la réalisation de plans de relèvement économique de  
 l'Europe. Si l'URSS se voit être satisfaite et satisfaite,  
 il sera difficile à la Suisse d'être à ce moment-là  
 un choix. Or, si il n'est pas possible que la Suisse  
 attire sa solidarité avec l'Europe si sa volonté de  
 collaborer à son relèvement, à un moment où elle  
 peut émettre la voix (en lui donnant surtout le caractère  
 d'une condition) qui aucune autre ne soit exclue ou ne  
 s'exclue lui-même de l'entreprise. Nous n'aurons  
 plus une possibilité, le jour où l'URSS aurait pris  
 une position définitive.

Une abstention totale de la Suisse - soit maintenant  
 soit au moment où elle serait faite - entraînerait  
 notre pays à un grave danger d'isolement, auquel  
 nous avons échappé jusqu'à présent. La position de  
 notre neutralité ne s'est <sup>vous devez</sup> ~~protégement~~ jamais mesurer  
 d'une manière aussi difficile. Involution la neutralité  
 nous justifie une abstention serait ~~protégement~~  
 pratiquer une politique de suicide. Ce serait aussi  
 donner à la neutralité un sens, qui se retournerait  
 contre elle si contre notre pays. Au lieu de être inoffensive  
 serait un refus et admettre notre solidarité avec l'Europe,  
 si se participer à son relèvement. Notre situation  
 actuelle lui n'est plus ce qui se fait dans le jeu  
 de alliances entre États européens, entre autres  
 l'histoire, malgré la différence de régime, une com-  
 munication de civilisation. Actuellement nous avons  
 d'un côté l'URSS et les États satellites (la situation

realité (sur), qui sont les adversaires de notre système de  
démocratie et de liberté, de l'autre les U.S.A. qui  
sont - je vois qui il faut avoir le courage de le recon-  
=naître - la dernière chance de l'Europe, si sans l'aide  
des autres l'Europe ne réussit pas de se défendre contre  
le totalitarisme soviétique et de se relever économiquement.  
Si nous faisons